Lettre ouverte à Monsieur Michel Lussault, Président du Conseil supérieur des programmes

Centre national d'enseignement à distance 60, boulevard du Lycée 92170 VANVES

Paris, le 19 octobre 2015

Objet:

Les « nouveaux » programmes scolaires et le genre

Monsieur le Président du Conseil supérieur des programmes,

Les dix-huit membres du Conseil supérieur des programmes (CSP) — d'abord présidé par Monsieur Alain Boissinot puis par Monsieur Michel Lussault —ont travaillé plus d'un an à l'élaboration des nouveaux programmes du primaire et du collège.

Fort contestés au printemps 2015, ces programmes ont été revus et corrigés pendant les vacances d'été et ils sont désormais disponibles à l'adresse suivante :

http://www.education.gouv.fr/cid93042/projet-de-programmes-pour-les-cycles-2-3-et-4.html

Chacun·e peut se faire une idée de « l'élève » virtuel, idéal, que les membres du CSP se donnent pour objectif de former ainsi que de la méthode et des contenus. Les cycles scolaires concernés par les nouveaux programmes sont les II^e cycle (CP, CE1, CE2), III^e cycle (CM1, CM2, 6^e) et IV^e cycle (5^e, 4^e, 3^e).

Le collectif signataire de cette lettre ouverte est composé de dix-sept institutions et associations françaises qui, elles-mêmes, regroupent des scientifiques internationalement recon-nu·e·s des études de genre ainsi que des spécialistes de l'égalité femmes-hommes/filles-garçons. Presque tou·te·s, à des degrés divers, sont ou

ont été acteurs et actrices de terrain, face à des élèves réel·le·s, dans toute leur diversité et leur hétérogénéité. Certain·e·s sont également en situation de former des enseignant·e ·s.

Les promesses faites par le CSP — d'une part, de dialoguer avec les personnes concrètement engagées, d'autre part, de rapprocher l'enseignement de la recherche — nous avaient incité·e·s à faire entendre nos voix.

Nous voulions faire valoir qu'il fallait intégrer, dans les nouveaux corpus et à tous les niveaux des cursus, les connaissances permettant de promouvoir l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes ; qu'il était urgent de mener la lutte contre les stéréotypes sexistes dans tous les domaines, dans toutes les disciplines et à l'aide d'outils pédagogiques renouvelés, à tous les niveaux de l'enseignement, à commencer par l'école maternelle puis l'école élémentaire, puis enfin, en collège et en lycée.

Que ce soit en matière de socle de connaissances, d'évaluation, de formation des enseignant·e·s, de pédagogie ou encore de valeurs éthiques et civiques, et *in fine*, en matière de programmes, nous pensions que l'enseignement se devait d'intégrer les apports que la recherche scientifique a produits et validés depuis près d'un demi-siècle et que plusieurs pays européens ont déjà incorporés dans leurs projets éducatifs. Les femmes ne devaient plus être reléguées à un préambule, ni à un chapitre à part, ni à quelques lignes, aussi bienveillantes soient-elles, saupoudrées ici et là. On sait aujourd'hui le rôle décisif et le poids que les femmes ont dans tous les domaines de la vie sociale, culturelle, économique ou politique (malgré les discriminations dont elles sont encore l'objet).

Il était temps de proposer aux filles et aux garçons, dans les classes, quel que soit le sujet traité et quelle que soit la discipline enseignée, des connaissances et des outils pour étudier les processus à l'œuvre dans la fabrication des inégalités sexuées, afin de provoquer une réflexion sur l'égalité, non seulement en droit (dans le respect des lois votées) mais aussi en fait.

La difficulté rencontrée pour obtenir un rendez-vous et pour pouvoir nous exprimer devant des représentant·e·s du Conseil supérieur des programmes fut peu de chose au regard de la surdité feutrée finalement opposée par l'institution.

Oui, l'occasion fut totalement manquée. Le CSP est resté sourd à nos arguments. Il a sans doute espéré nous contenter par des mentions à la marge — consensuelles et molles — mais qui ne changent rien sur le fond : les programmes réécrits par le CSP cet été se donnent pour ambition de faire « comprendre le monde » à notre jeunesse sans avoir le courage de l'analyser et tout en évitant soigneusement le critère d'explication du « monde tel qu'il est » que constitue la hiérachisation des sexes.

Oui, l'occasion est manquée: Acta est fabula pourrait-on penser! Mais la pièce n'est sans doute pas totalement jouée. Les livres scolaires qui vont suivre ces programmes seront examinés à la loupe, car ils peuvent encore éviter le piège des stéréotypes de genre avec les hiérarchies et les inégalités qu'ils entraînent inevitablement. Par ailleurs, la liberté de pensée et la conscience professionnelle dont dispose encore le corps enseignant pourraient également permettre de conjurer en partie le dangereux déni de nos instances nationales.

Recevez, Monsieur le Président du Conseil supérieur des programmes, nos salutations lucides.

Associations signataires

- Approches pluridisciplinaires du genre (ARPÈGE)
- Association de jeunes chercheuses et chercheurs en études féministes, genre et sexualités (EFIGIES)
- Association de recherches sur le genre en éducation et formation (ARGEF)
- Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG)
- Association nationale des études féministes (ANEF)

- Coordination française pour le Lobby européen des femmes (CLEF, 55 associations féministes françaises)
- Fédération de recherche sur le genre (RING)
- Femmes pour le dire, femmes pour agir (FDFA)
- Femmes & mathématiques (F & M)
- Femmes et sciences (F & S)
- Femmes ingénieurs (FI)
- Institut Émilie-du-Châtelet pour le développement et la diffusion des études sur les femmes, le sexe et le genre (IEC)
- Ligue du droit international des femmes (LDIF)
- Mnémosyne : association pour le développement de l'histoire des femmes et du genre
- Réseau féministe « Rupture »
- Réussir l'égalité femmes-hommes (REFH)
- Société internationale pour l'étude des femmes d'Ancien Régime (SIEFAR)